LES CANALISATEURS
CONSTRUIRE LES RÉSEAUX DE DEMAIN

ACTUECO

N°54 – AVRIL-MAI 2018

VARIATION VALEUR DES APPELS D'OFFRES MARCHÉS PUBLICS CANALISATIONS T1 2018 VS T1 2017	CARNETS DE COMMANDES Au T1 2018	VARIATION DE CHIFFRES D'AFFAIRES T1 2018 vs T1 2017	INDEX TP Février 2018			
			TP10A	TP10B	TP10C	TP11
- 1 %	4,3 mois ▲	+ 4,4 %	108,0 ▲	110,2 ▲	110,0 ▲	102,6 ▲
Source : Vecteur plus	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs Variation par rapport au T1 2017	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs	Source: INSEE, base 100 en 2010 Variations par rapport au mois précédent			

Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences et eau assainissement : désaccord entre le Sénat et l'Assemblée Nationale

Mardi 17 avril 2018, le Sénat a adopté la proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération.

Le texte adopté par le Sénat a subit des changements conséquents depuis celui de l'assemblée nationale (PPL Ferrand), notamment :

- Extension de la proposition de loi aux communautés d'agglomérations ;
- Suppression du dispositif de minorité de blocage ainsi que la date butoir du 1er janvier 2026 à laquelle devait s'effectuer le transfert en cas d'utilisation de cette minorité. Ce texte entrainerait ainsi la **suppression du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et communautés d'agglomération (prévu par la loi NOTRe) ;**
- Permission aux communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération, de continuer à prendre en charge la gestion des eaux pluviales en cas de transfert de la compétence "assainissement" à leur intercommunalité ("sécabilité") ;
- Assouplissements budgétaires (introduction du **caractère facultatif de l'établissement des budgets annexes** pour les régie simples ou directes pour toutes les communes …)

La proposition de loi est passée en **Commission Mixte Paritaire le 17 mai 2018 mais celle-ci n'est pas parvenu à élaborer un texte commun**.

La navette parlementaire reprendra alors, avec un second examen successif par l'Assemblée puis le Sénat avant une lecture ultime par les députés qui ont le dernier mot (dates inconnues à ce jour).

Voir le texte adopté par le Sénat

Ponctions sur les budgets des agences de l'eau : les arrêtés publiés

Bien que signés en février, les arrêtés fixant les montants des contributions des agences de l'eau à l'Agence Française pour la Biodiversité, à l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage et à l'Etat ont été publiés les 5 et 12 avril dernier.

Ils viennent entériner les montants fixés par la loi de Finances 2018. Pour la seule année 2018, les contributions des 6 agences de l'eau s'élèvent à :

- **243 M€ pour l'AFB** (contre 145M€ en 2017)
- **37 M€ pour l'ONCFS** (ponction inexistante avant)
- **200 M€ pour l'Etat** (contre 175 M€ en 2017)

Voir l'arrêté concernant l'AFB et ONCFS
Voir l'arrêté concernant l'Etat

Tarification sociale de l'eau : la proposition de loi adoptée par le Sénat

La loi Brottes de 2013 permet aux collectivités qui le souhaitent d'expérimenter une tarification sociale de l'eau afin d'aider les ménages en difficultés. Une proposition de loi pour proroger de trois ans cette expérimentation a été adoptée par le Sénat le 4 avril.

A ce jour, 47 collectivités se sont engagées dans la démarche, dont 13 communes.

Voir le texte adopté par le Sénat

Prix de l'eau : + 5,9 % par an pour atteindre l'ODD n°6

Une étude réalisée par Global Water Intelligence montre que le prix de l'eau devra augmenter de 5,9% par an dans le monde pour générer les 449 $ d'investissements annuels requis pour atteindre l'objectif du développement durable (ODD) n°6 des Nations Unies d'ici 2030.

En savoir plus

Assises de l'eau : les principaux résultats de la consultation des élus

Le secrétaire d'Etat S. Lecornu avait lancé fin avril une vaste consultation auprès des élus sur la gestion de l'eau, dans le cadre des assises de l'eau.

Le comité de pilotage des Assises de l'eau le 31 mai dernier a été l'occasion de dévoiler quelques résultats. **Plus de 2 400 élus ont répondu à la consultation**, dont 70% de maires.

Les élus qualifient majoritairement de « très bonne » ou « bonne » la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement : respectivement 87% et 73%. Cependant, 42% des élus interrogés déclarent avoir une connaissance limitée de leurs réseaux d'eau potable et d'assainissement.

Quant au prix de l'eau, 22% des élus estiment qu'il n'est pas assez élevé pour faire face aux investissements.

Principal enseignement de ce sondage : **une majorité (64%) des élus ont déclarés avoir besoin de plus d'accompagnement de la part de l'Etat,** et plus particulièrement dans la simplification des procédures et l'aide au montage des dossiers. Leurs attentes quant aux assises de l'eau portent quant à elles sur les innovations matérielles et en communication, l'organisation administrative et la gestion locale.

Voir le communiqué de presse du ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Agence Régionale de la Biodiversité : l'Ile-de-France est la première

Ce **jeudi 12 avril 2018** a marqué le lancement de l'agence régionale de la biodiversité (ARB) Ile-de-France, première ARB de France. Elle sera rattachée à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Ile-de-France comme département dédié à la biodiversité. **M. Bruno Millienne en est son Président.**

9 autres territoires Français sont déjà engagées dans un processus de création de leur agence régionale de la biodiversité : la Bretagne, la Normandie, Centre-Val-de-Loire, la Bourgogne-Franche-Comté, la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Mayotte et la Réunion.

Voir le communiqué de presse

Le « Watercoin », une cryptomonnaie pour sécuriser l'accès à l'eau en Afrique

Jeudi 22 mars, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la start-up toulousaine O'Claire a lancé le **Watercoin, une cryptomonnaie dédiée à l'achat d'eau potable à bas prix.**

Christophe Camperi-Ginestet, cofondateurs avec Hervé Le Berre, décrit le concept : « J'achète en ligne x Watercoin, sous forme de tokken, des jetons numériques. Et j'échange ensuite ces jetons contre un ou plusieurs litres d'eau potable directement dans un de nos water kiosks en réglant via une carte prépayée ou par mobile »

O'Claire espère lever une vingtaine de millions d'euros pour financer la mise en place d'un réseau de 1 000 kiosks à travers le monde, à raison de 300 en Amérique latine, 300 en Asie, et 400 répartis entre la Côte d'Ivoire (où certains sont déjà en service), le Sénégal et le Kenya.

Source / plus d'informations

L'UFC-que-choisir publie une enquête sur le prix de l'eau

L'UFC-Que Choisir a passé en revue le prix du service de l'eau de 1 000 communes. **Le tarif du mètre cube d'eau TTC va de 2,68 à 8,46 €.** Le montant a été calculé sur la base d'une consommation de 100 m3 par an d'eau, abonnement annuel inclus.

[Etude, réservée aux abonnés]
Lire la réaction de la FP2E

Adour-Garonne : une politique régionale « eau » s'élabore

Dans un communiqué du 19 avril 2018, l'Occitanie et la Nouvelle Aquitaine ont déclaré l'eau d' « enjeu majeur pour les territoires du grand Sud – Ouest en 2050 » et annoncé qu'elles présenteront leur politique régionale de l'eau à la fin de juin.

Voir le communiqué de presse

Un plan d'urgence pour l'eau en Guadeloupe

L'ensemble des acteurs locaux, aux côtés d'Annick Girardin et Sébastien Lecornu, se sont engagés pour accélérer la modernisation des réseaux d'eau en Guadeloupe. Ils se sont ainsi accordés sur un plan d'urgence de 71 M€, dont 7,7 M€ de la part de l'Etat.

Les ministres ont proposé aux élus locaux d'engager une nouvelle étape pour la modernisation des réseaux d'eau, en co-construisant un schéma quinquennal d'investissement afin de sortir d'une gestion de l'urgence, et solutionner les difficultés de fond. Ce schéma devra être rendu public dans les 6 prochains mois.

Source / plus d'informations